

Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE
Tél. : 03 21 63 69 00

Béthune, le **30 OCT. 2023**

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'Inspection du 17 octobre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAURECIA INDUSTRIE

Parc d'Activité du Pommier
62110 HENIN BEAUMONT

Références : FW/MM EQUIPE 4-354-2023
Code AIOT : 0007001731

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'Inspection réalisée le 17 octobre 2023 dans l'établissement FAURECIA INDUSTRIE implanté Parc d'Activité du Pommier 62110 HENIN BEAUMONT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURECIA INDUSTRIE
- Parc d'Activité du Pommier 62110 HENIN BEAUMONT
- Code AIOT : 0007001731
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société FAURECIA est un équipementier automobile, spécialisé dans la fabrication d'accessoires automobiles en matière plastique. Le site d'HENIN BEAUMONT produit des planches de bord complètes, des consoles centrales et des panneaux de porte, par fabrication puis assemblage des peaux et des différents accessoires plastiques. Les peaux constituent la partie visible de la planche de bord et du panneau de porte dans la voiture.

La production concerne principalement les véhicules suivants : Scénic, l'Espace, le Trafic, le Kangoo, et la Yaris.

Les équipements comptent 22 machines d'injection, du matériel de rotomoulage pour les peaux, et des installations de moussage.

L'exploitation qui fonctionne sous couvert de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter en date du 19 janvier 2010 relève de l'Autorisation pour les rubriques suivantes :

- 1158 : Emploi ou stockage de diisocyanate de diphénylméthane
- 2565 : Revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique
- 2660 : Fabrication industrielle ou régénération de polymères
- 2661 : Transformation de polymères
- 2662 : Stockage de polymères
- 2663 : Stockage de pneumatiques et produits dont au moins 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères
- 2920 : Installations de réfrigération ou compression
- 2940 : Application de vernis, peinture, apprêt, colle enduit...

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité – Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'Inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> Inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activités	Arrêté Préfectoral du 19 janvier 2010 Article 1.5.6	/	Sans objet
2	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 19 janvier 2010 Article 1.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite menée sur le site FAURECIA à HENIN BEAUMONT le 17 octobre 2023, l'Inspection n'a pas relevé de non-conformité. Une transmission au Préfet relative à la notification de l'arrêt de certaines activités sur le site est néanmoins attendue dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19 janvier 2010 Article 1.5.6
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Prescription contrôlée : Sans préjudice des articles R 512-75 à R 512-79 du Code de l'Environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;• des interdictions ou limitations d'accès au site ;• la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;• la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.
Vérifier si toujours conforme ou CE
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection lors de la visite sur site, de l'arrêt de l'installation de moussage et de la cabine peinture "P8-AIS" depuis avril 2023. L'Inspection a, en outre, pu constater que les installations en question ont été démontées et évacuées. L'Inspection a, dans un premier temps, rappelé à l'exploitant que la notification de cessation d'activités de ces installations aurait dû intervenir au moins trois mois avant l'arrêt définitif de celles-ci. L'exploitant devra donc notifier au Préfet, dans les meilleurs délais, l'arrêt définitif de l'installation de moussage et de la cabine peinture. Cette notification sera accompagnée des mesures prises ou prévues ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. La notification de cessation devra, le cas échéant et compte tenu de la poursuite des activités sur le site, préciser si l'exploitant souhaite différer les opérations de réhabilitation liés à l'arrêt de ces installations ainsi que la détermination de l'usage futur, conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement. Aux termes des opérations de mise en sécurité et conformément aux dispositions de l'article R.512-6-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant fera attester de la mise en sécurité par un bureau d'étude certifié. L'attestation de mise en sécurité (attes-secur) sera transmise à l'Inspection dès son obtention. La poursuite des opérations et travaux de réhabilitation ainsi que la transmission des attestations idoines dépendront du positionnement de l'exploitant quant au report de ces derniers. A noter que l'exploitant a également informé l'Inspection de l'arrêt programmé de l'activité de rotomoulage en avril 2024. Les conditions de cessation de l'activité devront respecter les mêmes dispositions réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19 janvier 2010 Article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'Autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'arrêt de la production de véhicules thermiques et le passage aux véhicules 100% électrique, en particulier chez le constructeur Renault, implique une évolution des process sur le site FAURECIA. L'arrêt de certaines activités, prévu ou déjà réalisé, et les réorganisations inhérentes, impliquent des modifications des conditions d'exploitation et donc de l'arrêt d'Autorisation d'exploiter. En particulier, l'arrêt des activités de moussage, de peinture et de rotomoulage implique la suppression des rubriques soumises à Autorisation suivantes: - 1158 : emploi de diisocyanate de diphénylméthane (MDI) - 2660 : fabrication industrielle de polymères (rubrique IED 3410-h) - 2940 : application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc..., - 2565 : revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage,...) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, et modifiera le classement administratif global du site. A noter que certaines rubriques de la nomenclature ont également évoluées depuis l'Autorisation d'exploiter du site. Il a été convenu avec l'exploitant de la transmission au Préfet d'un dossier de Porter à connaissance reprenant toutes les modifications apportées sur le site d'exploitation. Le dépôt de ce Porter à connaissance devrait intervenir au cours de l'année 2024. Il permettra de mettre à jour le classement administratif du site ainsi que les dispositions de l'arrêté d'Autorisation d'exploiter en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet